

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE	
	Six mois	Un an	Six mois	Un
au Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f	31.000f.	-	-
Etranger : France, Zaïre				
R.C.A. Gabon, Maroc.			20.000f.	40.000f
Algérie, Tunisie.	-	-	23.000f	46.000f
Etranger : Autres Pays				
Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant. 700f.		
Par la poste :	Majoration de 130 f par numéro			
Journal légalisé	900 f	-	Par la poste	-

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée .. Moutié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

LOIS

2012

3 janvier Loi n° 2012-04 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n° 91-41 du 3 septembre 1991, ratifiée par la loi n° 92-12 du 11 janvier 1992 et modifiée par la loi n° 98-55 du 31 décembre 1998, portant augmentation de la taxe de promotion touristique 653

3 janvier Loi n° 2012-05 portant admission des personnels de la Police municipale dans la Police nationale 654

DECRETS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2011

7 octobre Décret n° 2011-1706 portant nomination d'un Ministre 655

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2012

11 janvier Décret n° 2012-92 portant Plan comptable de l'Etat 655

MINISTERE DE L'INTERIEUR

2011

29 décembre.. Décret n° 2011-2072 portant statut et émoluments du chef de village 670

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES

2012

18 janvier Décret n° 2012-105 abrogeant et remplaçant le décret n° 2000-851 du 30 octobre 2000, fixant les conditions de nomination et les avantages accordés aux secrétaires communautaires 671

18 janvier Décret n° 2012-107 modifiant le décret n° 2005-247 du 9 mars 2005 fixant les taux des indemnités pour frais de représentation allouées aux adjoints, aux Maires et Vice-présidents de délégation spéciale 672

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 673

PARTIE OFFICIELLE

LOIS

LOI n° 2012-04 du 3 janvier 2012 abrogeant et remplaçant l'article 2 de la loi n° 98-55 du 31 décembre 1998 portant augmentation du tarif de la taxe de promotion touristique

EXPOSE DES MOTIFS

Le tourisme constitue un moteur de croissance économique en tant qu'outil de mobilité d'échange de biens et activités créatrices de richesses qui génèrent des retombées pour le tissu économique national et local.

La présente Loi est proposée dans le cadre de la mise en œuvre des priorités de l'action de développement touristique initiée par les pouvoirs publics dont notamment l'intensification de la promotion touristique et le renforcement de la compétitivité de la Destination Sénégal.

Le diagnostic du secteur a mis en exergue l'insuffisance des moyens financiers disponibles pour assurer une bonne promotion touristique gage d'une croissance de flux touristiques pour atteindre l'objectif de 1 500 000 touristes à l'horizon 2015.

Ainsi, le Gouvernement, par ordonnance n° 91-41 du 03 septembre 1991 ratifié par la loi 92-12 du 11 janvier 1992, a mis en place le fonds de promotion touristique alimenté par la taxe de séjour fixée à 400 F CFA. Cette taxe a fait l'objet d'une augmentation à 600 F CFA par la loi 98-55 du 31 décembre 1998.

Les professionnels du tourisme dans leur totalité à travers leur syndicat professionnel sont en parfait accord avec le Département sur la nécessité de relever le taux de la taxe de promotion touristique.

La présente Loi comporte deux articles portant sur la proposition d'augmentation de la taxe de promotion touristique de 600 F CFA à 1000 F CFA. Cette initiative s'inscrit dans la perspective de doter le Fonds de promotion touristique de moyens afin de permettre au Ministère chargé du Tourisme de réaliser les objectifs définis par le chef de l'Etat dans ce domaine.

Telle est l'économie du présent projet de Loi.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du mercredi 29 juin 2011 ;

Le Sénat a adopté, en sa séance du mardi 27 décembre 2011 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n° 91-41 du 3 septembre 1991, ratifiée par la loi 92-12 du 11 janvier 1992 et modifiée par la loi n° 98-55 du 31 décembre 1998 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Le tarif de la taxe de promotion touristique est fixé à mille (1000) francs CFA par nuitée »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 3 janvier 2012

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

LOI n° 2012-05 du 3 janvier 2012 portant admission des personnels de la Police municipale dans la Police nationale.

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi a pour objet l'admission des personnels de la Police municipale encore en activité, dans la police nationale.

A la suite des événements de 1987, les personnels de police radiés avaient été réinsérés par la loi 93-05 du 04 février 1993 dans le corps des fonctionnaires municipaux pour constituer la Police municipale.

A l'effet de pallier la baisse progressive et constante des effectifs de la Police nationale et satisfaire la demande sans cesse croissante de sécurité, les personnels de la Police municipale ont été mis à la disposition de la Direction générale de la Police nationale en 2002.

A ce jour, sur les deux cent soixante dix (270) policiers municipaux en activité et dont le traitement salarial est assuré par l'Etat, cent trente (130) sont en service dans la Police nationale.

En prenant une telle mesure, l'Etat du Sénégal entend régler d'une part la disparité dans le traitement de fonctionnaires régis par les textes différents et exerçant les mêmes missions et d'autre part trouver un début de solution au problème d'effectif de la Police nationale, en y admettant tous les personnels de la Police municipale encore en activité.

Aussi, cette mesure permettra de procéder à l'ouverture de commissariats et postes de police déjà créés et satisfaire en partie les demandes en sécurité des populations.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du jeudi 15 décembre 2011 ;

Le Sénat a adopté, en sa séance du mardi 27 décembre 2011 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. - Par dérogation aux conditions d'accès fixées par les articles 10 et 11 de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009 relative au statut du personnel de la Police nationale, les personnels de la Police municipale encore en activité au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont admis dans les personnels de la Police nationale aux corps et grades correspondants ou équivalents.

Art. 2. - A compter de la date de leur admission, ils sont régis par les mêmes dispositions législatives et réglementaires que celles concernant les personnels de la Police nationale.

Art. 3. - Les modalités d'application de la présente loi sont fixées par voie réglementaire.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 3 janvier 2012

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

DECRETS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET n° 2011-1706 du 7 octobre 2011
portant nomination d'un Ministre

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43, 49 et 53 ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2011-628 du 16 mai 2011 relatif à la composition du Gouvernement ;

Sur proposition du Premier Ministre ;

DECRETE :

Article premier. – Il est mis fin aux fonctions de Monsieur Faustin Diatta, Ministre de Sports.

Art. 2. – Monsieur Abdoulaye Makhtar Diop, Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction publique et de l'Emploi est nommé Ministre des Sports cumulativement avec ses fonctions.

Art. 3. – Le présent décret sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 7 octobre 2011

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCESDECRET n° 2012-92 du 11 janvier 2012
portant Plan Comptable de l'Etat

RAPPORT DE PRESENTATION

Conformément au Traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) prévoyant la mise en place d'un cadre harmonisé des finances publiques visant à assainir et à améliorer la gestion budgétaire. Le Conseil des Ministres de l'Union avait en 1997, 1998 et 2000, adopté six directives financières dont celle n° 05/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 portant Plan Comptable de l'Etat, modifiée par la Directive n° 05/99/CM/UEMOA du 21 décembre 1999. Cette dernière a été transposée dans la réglementation nationale par le décret 2003-162 du 28 mars 2003 portant sur le même objet.

En 2004, une mission d'évaluation de la mise en œuvre de ces directives par les Etats-membres de l'Union a relevé un certain nombre d'insuffisances liées notamment à leur forme et contenu. Ainsi, le Conseil des Ministres de l'UEMOA a pris la décision d'une réécriture des directives du cadre harmonisé des finances publiques dans le sens d'une correction des erreurs et incohérences, d'une simplification et d'une amélioration intégrant les évolutions techniques et normatives en matière de gestion budgétaire.

C'est dans ce cadre que les six (6) nouvelles directives rénovant le cadre harmonisé des finances publiques ont été adoptées par le Conseil des Ministres le 27 mars et le 26 juin 2009.

Ces nouvelles directives s'inscrivent dans une volonté de modernisation de la gestion des finances publiques avec l'alignement de ses instruments sur les meilleures pratiques internationales et l'adoption de la gestion axée sur les résultats dans la conduite des politiques publiques. Elles marquent une évolution profonde du système budgétaire et visent à renforcer l'efficacité de la dépense publique, à mesurer la performance de l'action publique et à instaurer une plus grande discipline budgétaire ainsi qu'une meilleure information du Parlement et des contrôles plus étroits de l'exécution des lois de finances.

Le présent projet de décret a pour objet de transposer dans le droit interne la directive n° 09/2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant Plan Comptable de l'Etat (PCE) au sein de l'UEMOA.

A ce titre et à l'image de la directive communautaire précitée, il introduit un profond changement avec le décret 2003-162 du 28 mars 2003 même si certaines options sont maintenues, parmi lesquelles :

- la comptabilité en partie double ;
- le système centralisateur.

En plus de ces options, des innovations fondamentales ont été apportées. Il s'agit entre autres :

- de l'intégration des normes comptables applicables aux entreprises privées en tenant compte des spécificités de l'Etat ;
- la tenue d'une double comptabilité : une comptabilité générale et une comptabilité budgétaire ;
- de la consécration d'une comptabilité d'exercice fondée sur le principe de la constatation des droits et obligations ;
- de la prise en compte de la dimension patrimoniale.

En effet, le nouveau plan comptable de l'Etat s'inspire profondément du SYSCOA et des normes comptables internationales. La structure des comptes se rapproche de celle applicable aux entreprises. De nouveaux principes et de nouvelles méthodes de gestions sont établis. Ainsi, il faut noter :

- la suppression des classes 0 et 9 ;
- l'intégration des comptes de stocks ;
- l'enregistrement des opérations, en temps réel, dans les comptes patrimoniaux et de gestion ;
- le suivi des engagements de l'Etat hors bilans ;
- l'enregistrement des recettes liées au financement du bilan ;
- la détermination d'un résultat de l'exercice ;
- l'établissement des états financiers.

Les comptes de ce nouveau Plan comptable de l'Etat sont regroupés en huit classes dont :

- cinq classes de comptes de bilan numérotées de 1 à 5 ;
- deux classes de comptes de gestion numérotées de 6 à 7 ;
- une classe de compte des engagements hors bilan numérotée 8.

Le niveau de codification de base des comptes d'imputation est limité à quatre (4) chiffres au maximum avec :

- les comptes principaux à deux (2) chiffres ;
- les comptes divisionnaires à trois (3) chiffres ;
- les comptes d'imputation de base à quatre (4) chiffres ;

Au besoin, l'Etat pourra les compléter par des codes en respectant l'arborescence et les principes d'élaboration. En outre, des aménagements sont prévus pour adapter ces règles aux spécificités de l'Etat (compte de la classe 3, compte d'intégration...).

Par ailleurs, il faut préciser que désormais, en comptabilité de l'Etat, les opérations budgétaires sont prises en compte au titre de l'exercice auquel elles se rattachent indépendamment de leur date d'encaissement ou de décaissement.

Selon le principe des droits constatés, les recettes sont enregistrées au vu de titres de perception ou de contrats pour les opérations fondées sur le système d'émission préalable de titres. Les autres recettes sont enregistrées au moment de la déclaration et/ou du versement spontané des impôts de toute nature par les contribuables.

Quant aux dépenses, elles sont enregistrées au moment de la liquidation.

Il s'y ajoute la prise en compte de la dimension patrimoniale, élément clef de la réforme. De nouvelles règles de gestions des biens de l'Etat sont introduites (valorisation des actifs, suivi des amortissements et dépréciations....). Celles-ci impliquent nécessairement une importante évolution des méthodes de travail.

Enfin, il est prévu de définir les modalités d'application de certaines dispositions du présent décret par des arrêtés ou instructions du Ministre chargé des Finances et par des instructions et notes de service du Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor.

Le présent projet de décret est articulé autour de 46 articles répartis en 7 titres :

- TITRE I : Des dispositions générales
 TITRE II : Des règles et principes comptables
 TITRE III : Du système d'information comptable du PCE
 TITRE IV : Des états comptables et financiers
 TITRE V : Des amortissements et des provisions
 TITRE VI : Des règles d'évaluation et de détermination du résultat
 TITRE VII : Des dispositions finales.
- Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 99-70 du 17 février 1999 portant loi organique sur la Cour des Comptes ;

Vu la loi n° 2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 62-195 du 17 mai 1962 portant réglementation concernant les comptables publics ;

Vu le décret n° 2003-162 du 28 mars 2003 portant plan comptable de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2011-628 du 16 mai 2011 relatif à la composition du Gouvernement, modifié ;

Vu le décret n° 2011-634 du 17 mai 2011 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié ;

Vu le décret n° 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement général sur la Comptabilité publique ;

Sur le rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances ;

DECRETE :

TITRE I. - DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. – Le présent décret détermine les règles et principes relatifs à la tenue de la comptabilité générale de l'Etat, les modalités de sa mise en œuvre et de production des comptes et états financiers de l'Etat.

Art. 2. – La Comptabilité générale de l'Etat a pour objet la connaissance exacte et sincère du patrimoine de l'Etat et des opérations qu'il effectue en fonction des droits et obligations qui lui sont reconnus.

Art. 3. – Cette comptabilité retrace toutes les opérations ayant un impact sur la situation patrimoniale de l'Etat, dont notamment la variation des stocks, les opérations budgétaires et les opérations de trésorerie.

Art. 4. – La Comptabilité générale de l'Etat s'inspire des normes internationales et des principes du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA).

La Comptabilité générale de l'Etat est mise en œuvre à travers le Plan Comptable de l'Etat (PCE) annexé au présent décret.

TITRE II. - DES REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES

Art. 5. – La Comptabilité générale de l'Etat est fondée sur le principe de la constatation des droits et obligations.

Art. 6. – Les comptes et états financiers de l'Etat faisant la synthèse des informations comptables sont arrêtés à la fin de chaque exercice.

L'exercice coïncide avec l'année civile.

Toutefois, les écritures comptables sont également arrêtées par journée, par décade et par mois.

A la fin de chaque exercice, une période complémentaire fixée à un mois permet de procéder aux opérations de régularisation comptable à l'exclusion de toute opération budgétaire ayant pour objet de créer de nouveaux droits et obligations.

Art.7. – Les opérations budgétaires sont prises en compte au titre de l'exercice auquel elles se rattachent, indépendamment de leur date d'encaissement ou de décaissement.

Art. 8. – Les recettes sont enregistrées au vu de titres de perception ou de contrats pour les opérations fondées sur le système d'émission préalable de titres. Les droits sont alors constatés au moment de la prise en charge comptable du titre de perception.

Par exception à l'alinéa précédent, certaines recettes peuvent être enregistrées au moment de la déclaration et/ou du versement spontané des impôts de toute nature par les contribuables. Toutefois, l'ensemble des recettes perçues au comptant doit faire l'objet d'émission de titres de régularisation.

Art. 9. – Les dépenses sont enregistrées au moment de la liquidation.

Par exception à l'alinéa précédent, les dépenses sans ordonnancement préalable sont enregistrées au moment du paiement.

La liste exhaustive des dépenses susceptibles d'être payées sans ordonnancement préalables est fixée par décret.

Art. 10. – Toute opération enregistrée au débit d'un compte est portée au crédit d'un ou plusieurs autres comptes pour un montant équivalent inversement, toute opération enregistrée au crédit d'un compte est portée au débit d'un ou plusieurs autres comptes pour un même montant.

Les comptes de l'actif du bilan et les comptes de charges sont des emplois augmentant par enregistrement au débit et diminuant par enregistrement au crédit. De même, les comptes du passif du bilan et les comptes de produits sont des ressources augmentant par enregistrement au crédit et diminuant par enregistrement au débit.

Art. 11. – La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de transparence. Elle fournit une description adéquate, régulière, sincère, claire, précise et complète des événements, opérations et situations se rapportant à l'exercice.

Art.12. – La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de permanence dans la terminologie et dans les méthodes utilisées pour retracer les événements, opérations et situations comptables.

Art. 13. – La comptabilité générale de l'Etat respecte les principes de sécurité, de pérennité et d'irréversibilité de l'information comptable.

Art. 14. – La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de spécialité des exercices. Le résultat de chaque exercice est indépendant de celui qui le précède et de celui qui le suit.

Il est rattaché à chaque exercice, les charges et les produits qui le concernent uniquement ceux-là.

Art. 15. – La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de prudence. La prudence est l'appréciation raisonnable des événements et opérations afin d'éviter le risque de transfert, sur l'avenir, d'incertitudes présentes susceptibles de grever le patrimoine et le résultat de l'exercice.

Ce principe préside en particulier au calcul des provisions.

Toute information disponible au moment de l'établissement des comptes, sans exception, doit être prise en compte pour leur établissement.

Art. 16. – La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de l'intangibilité du bilan, le bilan détaillé d'ouverture d'un exercice doit correspondre exactement au bilan détaillé de clôture de l'exercice précédent.

Art. 17. – Toute procédure comptable, tout système informatique comptable doit respecter les règles et principes comptables visés aux articles 4 à 15 du présent décret.

TITRE III. - DU SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE DU PCE

Art. 18. – Les comptes du Plan Comptable de l'Etat (PCE) sont regroupés par catégories homogènes dénommées classes qui comprennent :

- cinq (5) classes de comptes de bilan, numérotées de 1 à 5 ;
- deux (2) classes de comptes de gestion, numérotées 6 et 7 ;
- une (1) classe de comptes des engagements hors bilan, numérotée 8.

Art. 19. – La codification des comptes du PCE est fondée sur le principe de la décimalisation.

Chaque classe est subdivisée en comptes identifiés par un numéro et un intitulé.

La codification de base des comptes d'imputation retenue dans le présent décret est limitée à quatre (4) chiffres au maximum :

- les comptes principaux à deux (2) chiffres ;
- les comptes divisionnaires à trois (3) chiffres ;
- les comptes d'imputation de base à quatre (4) chiffres.

En fonction des besoins, le PCE peut être complété par des codes établis en respectant l'arborescence et les principes d'élaboration.

Aucun compte principal ne peut être ouvert sans l'autorisation du ministre chargé des Finances. Par délégation du ministre chargé des finances, le Directeur chargé de la comptabilité publique est compétent pour créer, intituler et supprimer des comptes divisionnaires et des comptes d'imputation de base.

Art. 20. – Les documents comptables dont la tenue est obligatoire sont :

- le livre-journal, dans lequel sont enregistrées chronologiquement les opérations de l'exercice visées à l'article 25 du présent décret ;
- le grand-livre, constitué par l'ensemble des comptes ;
- la balance générale, état récapitulatif faisant apparaître pour chaque compte le cumul depuis l'ouverture de l'exercice des mouvements débiteurs ou créditeurs et le solde débiteur ou le solde créateur à la date considérée ;
- le livre d'inventaire, constitué du bilan, du compte de résultat et du résumé des flux de gestion internes.

En fonction des besoins, des journaux et livres auxiliaires peuvent être tenus afin de faciliter l'établissement du livre-journal et du grand-livre.

Dans ce cas, les données des documents auxiliaires sont centralisées dans le livre-journal et le grand-livre.

Art. 21. – Les documents comptables doivent être tenus sans blanc ni altération d'aucune sorte.

Toute correction d'erreur s'effectue exclusivement par l'inscription en négatif des éléments erronés, l'enregistrement exact est ensuite opéré.

Art. 22. – La centralisation comptable est le mécanisme qui organise et structure la comptabilité générale de l'Etat de manière à lui donner toute son unité. Les modalités de centralisation sont précisées par la réglementation en vigueur en la matière.

TITRE IV. - DES ETATS COMPTABLES ET FINANCIERS

Art. 23. – La balance générale des comptes est établie à la fin de chaque mois et en fin d'exercice.

Elle doit faire apparaître, pour chaque compte ;

- le solde débiteur ou créateur au début de l'exercice ;
- le cumul des mouvements débiteurs et le cumul des mouvements créditeurs de la période ;
- le solde débiteur ou créateur à la date considérée.

Elle est établie à l'aide des comptes d'imputation de base, ouverts en fonction des besoins.

Art. 24. – Les états financiers comprennent le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie, le tableau des opérations financières du Trésor et l'état annexé visé à l'article 27 du présent décret. Ils forment un tout indissociable.

Art. 25. – Le bilan est le tableau de situation nette qui présente l'actif et le passif de l'Etat. Il fait apparaître de façon distincte :

- à l'actif : l'actif immobilisé, l'actif circulant hors trésorerie, la trésorerie et les comptes de régularisation d'actifs ;
- au passif : les dettes financières, les dettes non financières (hors trésorerie), les provisions pour les risques et charges, la trésorerie et les comptes de régularisation de passif.

Les éléments financiers du bilan, constitués des actifs et des passifs financiers, font l'objet d'une récapitulation spécifique.

Art. 26. – Le compte de résultat de l'exercice fait apparaître les produits et les charges.

Les charges sont classées selon qu'elles concernent le fonctionnement, les transferts ou les opérations financières.

Les produits comprennent les produits fiscaux et les autres produits.

Les dotations aux amortissements et provisions sont imputées aux charges correspondantes.

La différence entre les produits et les charges permet d'établir le résultat de l'exercice.

Art. 27. – Le tableau des flux de trésorerie fait apparaître les entrées et les sorties de trésorerie qui sont classées en trois catégories. Les flux de trésorerie liés à l'activité, les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement, les flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Ce tableau permet de présenter les besoins de financement de l'Etat.

Le classement des agrégats de trésorerie permet de calculer trois soldes significatifs, le solde de trésorerie définitif, le solde de trésorerie après investissement, et la variation de trésorerie de l'exercice.

Art. 28. – L'état annexé contient l'ensemble des informations utiles à la compréhension et à l'utilisation des états financiers de l'Etat. Il comprend notamment l'explication et le chiffrage des engagements hors bilan.

Toute opération particulière ou modification des règles et principes comptables entre deux exercices doit être décrite et justifiée dans l'état annexé.

Art. 29. – Les états comptables et financiers sont élaborés dans le respect des dispositions ci-après :

- la balance d'entrée et le bilan d'ouverture d'un exercice doivent correspondre à la balance de sortie et au bilan de clôture de l'exercice précédent ;

- toute compensation entre postes d'actif et postes de passif dans le bilan ou entre postes de charges et postes de produits dans le compte de résultat est interdite ;
- la présentation des états comptables et financiers est identique d'un exercice à l'autre ;
- chacun des postes des états comptables et financiers doit comporter le code relatif au poste correspondant de l'exercice précédent.

TITRE V. - *DES AMORTISSEMENTS ET DES PROVISIONS*

Art. 30. – La tenue de la comptabilité générale de l'Etat est soumise aux règles et pratiques des amortissements et provisions.

Les amortissements et provisions sont des opérations comptables et non budgétaires à l'exception des opérations sur la dotation destinée à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'avals et de garanties directement prévues par la Loi organique relative aux Lois de Finances.

Les règles d'amortissement et de provisions sont celles fixées par le Conseil Comptable Ouest Africain (CCOA) de l'UEMOA.

Art. 31. – L'amortissement est la constatation comptable obligatoire de l'amoindrissement de la valeur des immobilisations qui se déprécient de façon certaine et irréversible avec le temps, l'usage ou en raison du changement des techniques, de l'évolution des marchés ou toutes autres causes.

L'amortissement consiste à répartir le coût du bien sur sa durée probable d'utilisation selon un plan prédéfini.

Art. 32. – sauf exception, les biens sont amortis linéairement sur leur durée de vie.

Art. 33. – Lorsque l'amortissement de la valeur d'un élément d'actif est seulement probable en raison d'événements dont les effets sont jugés réversibles, il est constaté une provision pour dépréciation.

Une dépréciation irréversible d'éléments de l'actif non amortissable est constatée par une charge provisionnée.

Art. 34. – Les amortissements et les provisions sont inscrits distinctement à l'actif en diminution de la valeur brute des biens et des créances correspondantes pour donner leur valeur comptable nette.

Art. 35. – Toutes les opérations de prêts, d'avances, de garanties ou d'avals doivent faire l'objet de provision en fonction de leurs risques.

Art. 36. – Seuls les actifs dont la gestion est placée sous le contrôle de l'Etat peuvent être inscrits au bilan de l'Etat.

Cette règle s'applique en particulier aux actifs liés aux contrats de partenariat public-privé, par lesquels l'Etat confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance et/ou l'exploitation d'opérations d'investissement d'intérêt public.

Chaque contrat de partenariat public-privé fait l'objet de provisions spécifiques en fonction de ses risques.

TITRE VI. - *DES REGLES D'EVALUATION ET DE DETERMINATION DES RESULTATS*

Art. 37. – Les actifs sont valorisés sur la base du coût historique, conformément au Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA).

La dette est valorisée à la valeur nominale de ses différents éléments constitutifs.

Art. 38. – l'actif et le passif de l'Etat sont évalués en fin d'exercices à leurs valeurs actuelles.

La valeur de chaque élément d'actif ou de passif en fin d'exercice est comparée à sa valeur au bilan en début d'exercice ou à sa valeur d'entrée au bilan s'il est entré au bilan au cours de l'exercice.

Si la valeur de fin d'exercice est inférieure à la valeur d'entrée, une dépréciation est constatée sous la forme d'un amortissement ou d'une provision selon qu'elle est jugée définitive ou non.

Art. 39. – à la sortie du magasin ou à l'inventaire, les biens interchangeables sont évalués selon les méthodes du premier entré premier sorti ou du coût moyen pondéré.

Art. 40. – Les biens acquis en devises sont comptabilisés en francs CFA par conversion de leur coût en devises sur la base du cours de change à la date de la comptabilisation.

Art. 41. – les créances et les dettes libellées en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change à la date de la transaction.

Art. 42. - Lorsque la naissance et le règlement des créances ou des dettes interviennent dans le même exercice, les écarts constatés par rapport aux valeurs d'entrée en raison de la variation des cours de change constituent des pertes ou des gains de change à inscrire respectivement dans les charges financières ou les produits financiers de l'exercice.

Art. 43. - Les disponibilités en devise détenues par les comptables publics à la clôture de l'exercice sont converties en francs CFA sur la base du cours de change à la date de clôture de l'exercice.

Art. 44. - Par dérogation à l'article 6 du présent décret, les produits et les charges concernant les exercices antérieurs qui n'ont pas été rattachés à leur exercice d'origine, sont enregistrés, selon leur nature, comme les produits et les charges de l'exercice en cours et participent à la formation du résultat de cet exercice. Ils doivent faire l'objet d'une mention spécifique dans l'Etat annexé.

TITRE VII. - DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 45. - Le présent décret abroge et remplace le décret n° 2003-162 du 28 mars 2003 fixant le Plan Comptable de l'Etat et ses textes modificatifs.

Art. 46. - Des textes d'applications (arrêtés et instructions) pourront, en tant que de besoin, déterminer les modalités d'application du présent décret.

Art. 47. - Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 11 janvier 2012

Abdoulaye WADE

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

Plan Comptable de l'Etat

CLASSE 1 : COMPTES DE RESSOURCES A MOYEN ET LONG TERMES

10 COMPTES D'INTEGRATION OU DE CONTREPARTIE DES IMMOBILISATIONS

11. REPORT A NOUVEAU

13. RESULTAT DE L'EXERCICE

14. BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN

15. EMPRUNTS PROJETS

16. EMPRUNTS PROGRAMMES

17. AUTRES EMPRUNTS

18. DETTES AVALISEES

19. PROVISIONS POUR RISQUES FINANCIERS-PPP

10 COMPTES D'INTEGRATION OU DE CONTREPARTIE DES IMMOBILISATIONS

101 *Comptes d'intégration des immobilisations incorporelles*

1011 Comptes d'intégration des brevets, marques de fabrique, droits d'auteur

1012 Comptes d'intégration des progiciels

1013 Comptes d'intégration des droits d'exploitation fonds de commerce

1019 Comptes d'intégration des autres droits et valeurs incorporelles

102 *Comptes d'intégration des immobilisations corporelles*

1022 Comptes d'intégration des sols-sous-sols

1023 Comptes d'intégration des immeubles

1024 Comptes d'intégration des meubles

1025 Comptes d'intégration des équipements militaires

1026 Comptes d'intégration des participations-cautionnements

103 *Comptes de contrepartie d'actifs*

1031 Comptes de contrepartie des immobilisations incorporelles

1032 Comptes de contrepartie des immobilisations corporelles

104 Comptes d'intégration des comptes d'affectation de recettes

1041 Comptes d'intégration des budgets annexes

1042 Comptes de contrepartie des budgets d'autres organismes à autonomie financière

105 Ecart de réévaluation

1051 Ecart de réévaluation des immobilisations incorporelles

1052 Ecart de réévaluation des immobilisations corporelles

106 Ecart d'équivalence

1061 Ecart d'équivalence sur les titres de participation à l'intérieur

1062 Ecart d'équivalence sur les titres de participation à l'extérieur

108 Opérations à caractère financier intégrées

1081 Emprunts multilatéraux intégrés

1082 Emprunts bilatéraux intégrés

11 REPORT A NOUVEAU

111 Résultat de l'exercice reporté-budget général

112 Résultat de l'exercice reporté-comptes spéciaux

113 Résultat de l'exercice reporté-budgets annexes

13 RESULTAT DE L'EXERCICE

131 Résultat de l'exercice -budget général

132 Résultat de l'exercice -comptes spéciaux

133 Résultat de l'exercice -budgets annexes

14 BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN

141 Bons du trésor sur formule à plus d'un an

142 Bons du trésor en compte courant à plus d'un an

149.... Autres bons du trésor à plus d'un an

15 EMPRUNTS PROJETS

151 Emprunts projets multilatéraux

152 Emprunts projets des gouvernements affiliés au Club de Paris

153 Emprunts projets des gouvernements non affiliés au Club de Paris

155 Emprunts projets auprès des organismes privés extérieurs

157 Emprunts projets à l'intérieur

158 Conventions à paiements différés

159 Emprunts projets rééchelonnés

16 EMPRUNTS PROGRAMMES

161 Emprunts programmes multilatéraux

162 Emprunts programmes des gouvernements affiliés au Club de Paris

163 Emprunts programmes des gouvernements non affiliés au club de Paris

169 Emprunts programmes rééchelonnés

17 AUTRES EMPRUNTS

171 Autres emprunts multilatéraux

172 Autres emprunts auprès des gouvernements affiliés au Club de Paris

173 Autres emprunts auprès des gouvernements non affiliés au Club de Paris

175 Autres emprunts auprès des organismes privés extérieurs

176 Autres emprunts intérieurs

179 Autres emprunts rééchelonnés

18 DETTES AVALISEES

181 Dettes avalisées extérieures

182 Dettes avalisées intérieures

189 Autres paiements

19 PROVISIONS POUR RISQUES FINANCIERS

191 Provisions pour risques d'exploitation liés au Partenariat Public-Privé

192 Provision pour risques d'investissement liés au Partenariat Public-Privé

199 Autres provisions pour risque à caractère financier.

CLASSE 2 : COMPTES D'IMMOBILISATIONS**20 CHARGES IMMOBILISEES****21 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES****22 SOLS ET SOUS- SOLS****23 IMMEUBLES****24 MATERIEL ET MOBILIER****25 EQUIPEMENTS MILITAIRES****26 PRISES DE PARTICIPATIONS ET CAUTIONNEMENTS****27 PRETS ET AVANCES****28 AMORTISSEMENTS****29 PROVISIONS POUR DEPRECIATION**

20 CHARGES IMMOBILISEES

- 201 charges à répartir sur plusieurs exercices
- 209 autres charges immobilisées

21 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

- 211 frais de recherche et de développement
- 212 brevets, marques de fabrique, droits d'auteur
- 213 conceptions de systèmes d'information
- 214 droits d'exploitation fonds de commerce
- 219 autres droits et valeurs incorporels

22 SOLS ET SOUS-SOLS

- 221 terrains
- 222 sous-sols, gisements et carrière
- 223 plantation et forêts
- 224 plans d'eau

23 IMMEUBLES

- 231 Bâtiments administratifs à usage de bureau
- 232 Bâtiments administratifs à usage de logement
- 233 Bâtiments administratifs à usage technique
- 234 Ouvrages
- 235 Infrastructures
- 236 Réseaux informatiques

24 MATERIEL ET MOBILIER

- 241 Mobilier et matériel de logement et de bureau
- 242 Matériel informatique de bureau
- 243 Matériel de transport de service et de fonction
- 244 Matériel et outillage techniques
- 245 Matériel de transports en commun et de marchandises
- 246 Collections-œuvres d'art
- 247 Stocks stratégiques ou d'urgence
- 248 immobilisations animales et agricoles

25 EQUIPEMENTS MILITAIRES

- 251 Bâtiments militaires
- 252 Ouvrages et infrastructures militaires
- 253 Mobiliers, matériels militaires et équipements
- 259 Autres équipements

26 PRISES DE PARTICIPATIONS ET CAUTIONNEMENTS

- 261 Prises de participations à l'intérieur
- 262 Prises de participations à l'extérieur
- 263 Cautionnements

27 PRETS ET AVANCES

- 271 Avances aux administrations publiques
- 272 Prêts aux administrations publiques
- 273 Prêts aux entreprises publiques non financières
- 274 Prêts aux institutions financières
- 275 Autres prêts intérieurs
- 276 Prêts à l'étranger
- 277 Prêts rétrocédés
- 278 Avances et Prêts aux particuliers
- 279 Autres prêts et avances

28 AMORTISSEMENTS

- 281 Amortissements des immobilisations incorporelles
- 282 Amortissements des immobilisations corporelles

29 PROVISIONS POUR DEPRECIATION

- 291 Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles
- 292 Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles
- 293 Provisions pour dépréciation des immobilisations financières

CLASSE 3 : COMPTES DE STOCKS, EN-COURS ET COMPTES INTERNES**31 MARCHANDISES****32 MATIERES PREMIERES****33 AUTRES APPROVISIONNEMENTS****34 PRODUITS ET SERVICES EN COURS****35 PRODUITS FINIS****36 SERVICES NON PERSONNALISES DE L'ETAT****37 RELATIONS AVEC LES BUDGETS ANNEXES****38 PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS**

39 COMPTES DE LIAISON INTERNE**31 MARCHANDISES**

- 311 Marchandises A
- 312 Marchandises B
- 3111 Marchandises A1
- 3112 Marchandises A2

32 MATIERES PREMIERES

- 321 Matières A
- 322 Matières B
- 3211 Matières A1
- 3212 Matières A2

33 AUTRES APPROVISIONNEMENTS

- 331 *Matières consommables*
- 332 Fournitures
- 339 Autres
- 3311 Carburants et lubrifiants
- 3312 Fournitures de bureau

34 PRODUITS ET SERVICES EN COURS

- 341 *Produits en cours*
- 3411 Produits A en cours
- 3412 Produits B en cours
- 342 Services en cours
- 3421 Services A en cours
- 3422 Services B en cours

35 PRODUITS FINIS

- 351 *Produits finis A*
- 352 Produits finis B
- 3511 Produits finis A1
- 3512 Produits finis A2

36 SERVICES NON PERSONNALISES DE L'ETAT

- 361 *Compte au Trésor des Régisseurs d'avances de l'Etat*
- 3611 Régisseur d'avances n° 1
- 3612 Régisseur d'avances n° 2

362 Avances aux régies

- 3621 Avances à la régie n° 1
- 3622 Avances à la régie n° 2
- 362 FNR
- 368 Divers services non personnalisés

37 RELATIONS AVEC LES BUDGETS ANNEXES**38 PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS**

- 381 *Provisions pour dépréciation des marchandises*
- 3811 Provisions pour dépréciation des marchandises A
- 3812 Provisions pour dépréciation des marchandises B

382 Provisions pour dépréciation des matières

- 3811 Provisions pour dépréciation des matières A
- 3812 Provisions pour dépréciation des matières B

385 Provisions pour dépréciation des produits

- 3851 Provisions pour dépréciation des produits A
- 3852 Provisions pour dépréciation des produits B

39 COMPTES DE LIAISONS INTERNES**390 Comptes d'opérations**

- 3903 Comptes d'opérations entre Comptables du Trésor
- 3904 Comptes d'opérations entre Comptables des Administrations financières
- 3905 Comptes d'opérations entre Comptables du Trésor et les Comptables des Administrations financières
- 3906 Compte d'opérations entre divers Comptables

391 Comptes de transferts

- 3911 Transferts entre comptables supérieurs du Trésor
- 3911 Transferts entre comptables supérieurs des Administrations financières

396 Opérations centralisées

- 398 *Variation nette des opérations de gestion chez les comptables secondaires*

Classe 4 : COMPTES DE TIERS**40 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES****41 CLIENTS REDEVABLES ET COMPTES RATTACHES****42 COMPTES DE DEPOTS DES PARTICULIERS****43 ETAT, SECURITE SOCIALE ET AUTRES ORGANISMES RATTACHES****44 CORRESPONDANTS ET COMPTES RATTACHES****46 DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS****47 COMPTES TRANSITOIRES ET D'ATTENTES****48 COMPTES DE REGULARISATIONS****49 DEPRECIATIONS ET RISQUES PROVISIONNES****40 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES****401 Fournisseurs, dettes en comptes**

401 Fournisseurs, dettes en comptes-Achats de biens ou de prestations de services

4012 Fournisseurs, dettes en comptes-Subventions et transferts à verser

4013 Fournisseurs, dettes en comptes- Créanciers au titre de la dette

4016 Fournisseurs, dettes en comptes- Achats de biens ou de prestations de services : retenues de garanties

4017 Fournisseurs, dettes en comptes-Achats de biens ou de prestations de services : pénalités

402 Fournisseurs d'investissements

4021 Fournisseurs d'investissements - Acquisitions d'immobilisations incorporelles

4022 Fournisseurs d'investissements- Acquisitions d'immobilisations corporelles

4026 Fournisseurs d'investissements- Acquisitions d'immobilisations : retenues de garanties

4027 Fournisseurs d'investissements- Acquisitions d'immobilisations : pénalités

403 Fournisseurs, effets à payer

4031 Fournisseur, effets à payer

404 Avances et prêts à verser

4041 Avances à verser

4042 Prêts à verser

408 Fournisseurs, factures non parvenues

4081 Fournisseurs de biens ou de prestations de services, factures non parvenues

4082 Fournisseurs d'immobilisations, factures non parvenues

409 Fournisseurs, débiteurs

4091 Fournisseurs avances sur commandes de biens ou de prestations de services

4092 Fournisseurs avances sur commandes d'immobilisations

41 CLIENTS, REDEVABLES ET COMPTES RATTACHES**411 Clients**

4111 Ventes de biens ou de prestations de services, années courantes

4112 Ventes de biens ou de prestations de services, année précédente

4103 Ventes de biens ou de prestations de services, années antérieures

412 Redevables, impôts et taxes d'Etat

4121 Redevables, impôts et taxes d'Etat, année courante

4122 Redevables, impôts et taxes d'Etat, année précédente

4123 Redevables, impôts et taxes d'Etat, années antérieures

413 Redevables, impôts et taxes recouvrés pour compte de tiers

4131 Redevables, impôts et taxes recouvrés pour compte de tiers, année courante

4132 Redevables, impôts et taxes recouvrés pour compte de tiers, année précédente

4133 Redevables, impôts et taxes recouvrés pour compte de tiers, années antérieures

414 Redevables, créances sur les cessions d'actifs

4141 Redevables, créances sur les cessions d'actifs, année courante

4142 Redevables, créances sur les cessions d'actifs, année précédente

4143 Redevables, créances sur les cessions d'actifs, année antérieure

415 Redevables, créances liées aux amendes et aux pénalités

4151 Redevable, créances liées aux amendes et aux pénalités, année courante

4152 Redevable, créances liées aux amendes et aux pénalités, année précédente

4153 Redevable, créances liées aux amendes et aux pénalités, années antérieures

416 Clients, redevables, effets à recevoir

4161 Fournisseurs, effets à payer

418 Clients, redevables, produits à recevoir

4181 Clients ventent de biens ou de prestations de services, factures à établir

419 Clients et autres tiers créditeurs

4191 clients et autres tiers créditeurs-avances sur commandes de biens ou de prestations de services

4193 Clients et autres tiers créditeurs-Comptes d'actif circulant intégrés

4194 Clients et autres tiers créditeurs-Comptes d'affectation intégrés

42 REMUNERATION DU PERSONNEL**421 Rémunération due au personnel**

4211 Rémunération du personnel, exercice courant

4212 Rémunération du personnel, exercices antérieurs

4218 Avances sur salaires et pensions

422 Personnel, oppositions et saisies

43 ETAT, SECURITE SOCIALE ET AUTRES ORGANISMES RATTACHES**431 Etat, sécurité sociale**

4311 Cotisations pension de retraites des agents de l'Etat,

4312 Cotisations employeur pour pension des agents de l'Etat,

4313 Allocations temporaires d'invalidité, validation de services

432 Caisse de sécurité sociale

4321 Cotisations pension de retraites des agents de l'Etat affiliés à la caisse

4322 Cotisations employeur pour pension des agents de l'Etat affiliés à la caisse

4323 Allocations temporaires d'invalidité, validation de services des agents affiliés à la caisse

436 Autres organismes rattachés

4368 Avances sur commandes du budget général et des comptes spéciaux à des comptes de commerce

4369 Avances reçues par des comptes de commerce

438 Charges à payer et produits à recevoir

4381 Etat, charges à payer

4382 Etat, produits à recevoir

4383 Sécurité sociale, charges à payer

4384 Sécurité sociale, produits à recevoir

4385 Autres organismes, charges à payer

4386 Autres organismes, produits à recevoir

44 CORRESPONDANTS ET COMPTES RATTACHES**441 Collectivités locales**

4411 Régions

4412 Départements

4413 Communes

442 Etablissements publics, Agences et autres organismes publics assimilés**443 Sociétés et entreprises publiques**

4431 Sociétés d'Etat

4432 Sociétés d'économie mixte

4433 Etablissements publics nationaux

444 Opérateurs de l'Etat et tiers créditeurs dans le cadre de politiques publiques

4441 Opérations de politiques d'interventions publiques

4422 Opérations de subventions pour charges de services publics

445 Opérations avec l'étranger

4451 Opérations à l'Etranger

4452 Règlements avec les gouvernements étrangers

4458 Opérations effectuées par le Trésor public pour le compte des Trésors étrangers

446 Organismes internationaux**46 DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS****461 Tiers débiteurs divers**

4611 Tiers débiteurs divers-Soldes débiteurs engageant la responsabilité des comptables

4612 Tiers débiteurs divers-Déficits des Comptables avant la prise d'un arrêté de débet ou d'un arrêt de débet

4613 Tiers débiteurs divers-Débets des comptables après la prise en charge d'un arrêté de débet ou arrêt de débet

4614 Tiers débiteurs divers-Amendes prononcées par la cour des comptes

4617 Tiers débiteurs divers-Traites en douane rejetée

4618 Tiers débiteurs divers-Chèques impayés non régularisés

466 Tiers Créditeurs divers

4661 Tiers créditeurs divers-Excédents de versement

4663 Tiers créditeurs divers-Consignations et retenues pour compte de tiers

4665 Tiers créditeurs divers-Cautionnement des comptables publics

4666 Tiers créditeurs divers-Rémunération accessoires de certains agents de l'Etat en instance de réparation

4668 Tiers créditeurs divers-Produits à reverser aux administrations territoriales

467 Oppositions

4671 Oppositions sur sommes mise en paiement par les services de l'Etat

47 COMPTES TRANSITOIRES ET D'ATTENTES

470 Imputation provisoire de dépenses à régulariser chez les comptables principaux

4701 Imputation provisoire de dépenses du Budget général

4702 Imputation provisoire de dépenses des Comptes spéciaux

4703 Imputation provisoire de dépenses des Budgets annexes

471 Imputation provisoire de dépenses chez les comptables secondaires centralisateurs

4711 Imputation provisoire de dépenses-correspondants et comptes rattachés

4719 Dépenses à imputer après vérification chez les comptables centralisateurs

472 Imputation provisoire de dépenses chez les comptables secondaires non centralisateurs

4721 Comptables sur le territoire national

4722 Comptables à l'étranger

473 Imputation provisoire de dépenses chez les receveurs Administrations financières

4731 Receveurs des Impôts

4733 Receveurs des Domaines et de l'Enregistrement

4735 Receveurs des Douanes

474 Imputation provisoire de dépenses sur crédits délégués

4741 Imputation provisoire de crédits délégués - Crédits de fonctionnement

4742 Imputation provisoire de crédits délégués - Crédits d'investissement

475 Imputation provisoire de recettes à régulariser chez les comptables principaux

4751 Imputation provisoire de recettes du Budget général

4752 Imputation provisoire de recettes du Comptes spéciaux du Trésor

4753 Imputation provisoire de recettes des Budgets annexes

476 Imputation provisoire de recette chez les comptables secondaires centralisateurs

4761 Imputation provisoire de recette-correspondants et comptes rattachés

4769 Recettes à imputer après vérification les comptables centralisateurs

477 Imputation provisoire de recette chez les comptables non centralisateurs

4771 Comptables sur le Territoire national

4772 Comptables à l'étranger

478 Imputation provisoire de recettes chez les receveurs des Administrations financières

4781 Receveurs des Impôts

4782 Receveurs de l'Enregistrement

4783 Receveurs des Domaines

4784 Receveurs des Douanes

479 Bons du Trésor à moins d'un an

4791 Bons du Trésor sur formule à moins d'un an

4792 Bons du Trésor en comptes courant à moins d'un an

4799 Autres bons du Trésor,

48 COMPTES DE REGULARISATIONS

481 Charges et produits à imputer aux exercices suivants

4811 Charges comptabilisées d'avance

4812 Produits à recevoir

482 Ecarts de conversion-Actif

4821 Diminution des créances

4822 Augmentation des dettes

483 Dépenses réglées dans la gestion suivante	501 Titres de placement à l'intérieur
4831 Dépenses réglées dans la gestion suivante : Budget général	5011 Actions à l'intérieur
4832 Dépenses imputables aux budgets de l'année suivante : Comptes spéciaux du Trésor	513 Obligations à l'intérieur
4833 Dépenses imputables aux budgets de l'année suivante : Budgets annexes	502 Titres de placement à l'extérieur
485 Impôts et taxes à répartir sur plusieurs exercices	5021 Actions à l'extérieur
4851 Produits à répartir sur plusieurs exercices : recettes fiscales	5022 Obligations à l'extérieur
4852 Produits à répartir sur plusieurs exercices : recettes non fiscales	51 BANQUES, ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSIMILES
4853 Produits à répartir sur plusieurs exercices : produits exceptionnels	511 Effets à recevoir et engagements cautionnés
486 Impôts et taxes encaissés pour le compte de la gestion suivante	5111 Traités et valeurs mobilisables
4861 Produits encaissés pour le compte de la gestion suivante : recettes fiscales	5113 Chèques à l'encaissement
4862 Produits encaissés pour le compte de la gestion suivante : recettes non fiscales	512 Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
4863 Produits encaissés pour le compte de la gestion suivante : produits exceptionnels	5121 Compte courant des comptables principaux du Trésor
487 Ecart de conversion-Passif	5122 Comptes courants des receveurs principaux des impôts
4871 Augmentation des créances	5123 Comptes courants des receveurs principaux des douanes
4872 Diminution des dettes	5124 Comptes courants des Etablissements Publics Nationaux
49 DEPRECIATIONS ET RISQUES PROVISIONNES	5125 Comptes courants d'autres unités institutionnelles
490 Dépréciation des comptes de fournisseurs	513 Compte courant postale
491 Dépréciation des comptes clients et de redevables	515 Autres banques
4911 Provisions pour dépréciation des comptes clients	5152 Compte courant des comptables du Trésor dans les banques commerciales
4912 Provisions pour dépréciation des comptes redevables	517 Facilités élargies FMI
4919 Créances douteuses	53 CAISSE
493 Risques provisionnés	531 Numéraires chez les comptables
4931 Risques provisionnés sur opérations d'exploitation.	5311 Numéraires chez les comptables centralisateurs
CLASSE 5 : COMPTES DE TRESORERIE	5312 Numéraires chez les comptables non centralisateurs
50 TITRES DE DE PLACEMENT	5313 Numéraires chez les comptables des impôts
51 BANQUES, ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSIMILES	5314 Numéraires chez les comptables des douanes
53 CAISSE	58 MOUVEMENT DE FONDS
58 MOUVEMENT DE FONDS	581 Mouvement de fonds chez les comptables du Trésor
50 TITRES DE DEPLACEMENT	5811 Mouvement de fonds chez les comptables centralisateurs du Trésor
	5812 Mouvement de fonds chez les comptables non centralisateurs du Trésor

582 Mouvement de fonds chez les comptables des impôts

5821 Mouvement de fonds chez les comptables des impôts

583 Mouvement de fonds chez les comptables des Douanes

5831 Mouvement de fonds chez les comptables des douanes

584 Mouvements de fonds internes**59 Dépréciations et risques provisionnés à caractère financier****599 Dépréciations et risques provisionnés à caractère financier****CLASSE 6 : COMPTES DE CHARGES****60 ACHATS DE BIENS****61 ACQUISITION DE SERVICES****62 AUTRES SERVICES****63 SUBVENTIONS****64 TRANSFERTS****65 CHARGES EXCEPTIONNELLES****66 CHARGES DE PERSONNEL****67 INTERETS ET FRAIS FINANCIERS****68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS****69 DOTATIONS AUX PROVISIONS****60 ACHATS DE BIENS**

601 Matières, matériel et fournitures

603 Variations des stocks de biens fongibles achetés

605 Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie

606 Matériel et fournitures spécifiques

609 Autres achats de biens

61 ACQUISITIONS DE SERVICES

611 Frais de transport et de mission

612 Loyers et charges locatives

614 Entretien et maintenance

615 Assurances

617 Frais de relations publiques

618 Dépenses de communications

62 AUTRES SERVICES

621 Frais bancaires

622 Prestations de services

623 Frais de formation du personnel

624 Redevances pour brevets, licences et logiciels

629 Autres acquisitions de services

63 SUBVENTIONS

632 Subventions aux entreprises publiques

633 Subventions aux entreprises privées

634 Subventions aux institutions financières

639 Autres subventions

64 TRANSFERTS

641 Transferts aux établissements publics nationaux

642 Transferts aux collectivités locales

643 Transferts aux autres administrations publiques

644 Transferts aux institutions à but non lucratif

645 Transferts aux ménages

646 Transferts aux autorités supranationales et contributions aux organisations internationales

647 Transferts à d'autres budgets

648 Pensions de retraites des fonctionnaires et autres agents de l'Etat

649 Autres transferts

65 CHARGES EXCEPTIONNELLES

651 Annulations de produits constatés au cours des années antérieures

652 Condamnation et transactions

654 Valeurs comptables des immobilisations cédées, mises au rebut ou admises en non valeur

659 Autres charges exceptionnelles

66 CHARGES DE PERSONNEL

661 Traitements et salaires

663 Primes et indemnités

664 Cotisations sociales

665 Avantages en nature au personnel

666 Prestations sociales

669 Autres dépenses de personnel

67 INTERETS ET FRAIS FINANCIERS

671 Intérêts et frais financiers sur la dette

672 Pertes sur cessions de titres de placement

676 Pertes de changes

679 Autres intérêts et frais financiers

68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

681 Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles

682 Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles

69 DOTATIONS AUX PROVISIONS

691 Dotations aux provisions pour dépréciation

692 Dotations aux provisions à caractère financier

CLASSE 7 : COMPTES DE PRODUITS**70 VENTES DE PRODUITS ET SERVICES****71 RECETTES FISCALES****72 RECETTES NON FISCALES****73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS****74 DONS PROGRAMMES ET LEGS****75 PRODUITS EXCEPTIONNELS****77 PRODUITS FINANCIERS****78 TRANSFERTS DE CHARGES****79 REPRISES SUR PROVISIONS****70 VENTES DE PRODUITS ET SERVICES**

701 Ventes de produits

702 Ventes de prestations de services

703 Variation de stocks de produits

71 RECETTES FISCALES

711 Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital

712 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations

713 Impôts sur le patrimoine

714 Autres impôts directs

715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services

716 Droits d'enregistrement et de timbre

717 Droits et taxes à l'importation

718 Droit et taxes à l'exportation

719 Autres recettes fiscales

72 RECETTES NON FISCALES

721 Revenus de l'entreprise et du domaine

722 Droits et frais administratifs

723 Amendes et condamnations pécuniaires

725 Cotisations de sécurité sociale

729 Autres recettes non fiscales

73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS

731 Transferts reçus du budget général

732 Transferts reçus des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor

74 DONS ET LEGS

741 Dons programme et Legs

742 Dons projet

749 Autres dons et legs

75 RECETTES EXCEPTIONNELLES

751 Remises et annulation de dettes

752 Restitutions au Trésor de sommes indûment payées

754 Cessions d'immobilisations

759 Autres recettes exceptionnelles

77 PRODUITS FINANCIERS

771 Intérêts des prêts

772 Intérêts sur les dépôts à terme

774 Revenus des titres de placements

776 Gains de charge

78 TRANSFERT DE CHARGES

781 Transferts de charges courantes

782 Transferts de charges financières

79 REPRISES SUR PROVISIONS

791 Reprise sur provisions pour dépréciation

192 Reprises sur provisions à caractère financier

CLASSE 8 : ENGAGEMENTS HORS BILAN**80 ENGAGEMENTS OBTENUS OU ACCORDES PAR L'ETAT****81 CONTREPARTIE DES ENGAGEMENT DE L'ETAT****80 ENGAGEMENTS OBTENUS OU ACCORDES PAR L'ETAT****801 Engagements obtenus par l'Etat**

8011 Emprunts obtenus par l'Etat

8012 Dons obtenus par l'Etat

805 Engagements accordés par l'Etat

8051 Prêts accordés par l'Etat et dette avalisée

8052 Dons accordés par l'Etat

81 CONTREPARTIE DES ENGAGEMENTS DE L'ETAT

811 Contrepartie des engagements obtenus par l'Etat

8111 Contrepartie des engagements obtenus par l'Etat

8112 Contrepartie des dons obtenus par l'Etat

815 Contrepartie des engagements accordés par l'Etat

8151 Contrepartie des prêts accordés par l'Etat et dette avalisée

8152 Contrepartie des dons accordés par l'Etat.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

**DECRET n° 2011-2072 du 29 décembre 2011
portant Statut et Emoluments
du Chef de Village**

RAPPORT DE PRESENTATION

Le chef de village est un auxiliaire de l'administration placé sous l'autorité du sous-préfet d'arrondissement et du président de Conseil rural.

Depuis 1972, il est régi par le décret n° 72-636 du 29 mai 1972, relatif aux attributions des chefs de circonscription administrative et des chefs de village, modifié par le décret n° 96-228 du 22 mars 1996, qui définit son mode de nomination et de cessation de fonction ainsi que ses attributions.

Toutefois, le texte précité ne prévoit aucune modalité de rémunération ou d'indemnisation du Chef de village qui, en dépit des nombreuses charges pesant sur sa fonction, ne bénéficie que d'une remise sur la taxe rurale prévue par la loi n° 72-59 du 12 juin 1972 instituant ladite taxe.

Or, l'Etat et ses représentants reconnaissent les efforts méritoires des chefs de village qui servent en réalité de relais entre les pouvoirs publics et les populations locales.

Aussi, à l'issue de la rencontre nationale historique entre Monsieur le Président de la République et les Chefs de village du Sénégal, le mardi 19 juillet 2011, des décisions importantes ont-elles été prises par le Chef de l'Etat pour doter, pour la première fois, ces derniers d'un statut qui valorise leur fonction, en lui conférant plus de dignité.

Telle est, Monsieur le Président de la République, l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 72-02 du 1^{er} février 1972 portant organisation de l'Administration territoriale, modifiée ;

Vu le Code des collectivités locales ;

Vu la loi n° 72-59 du 12 juin 1972 instituant la taxe rurale ;

Vu le décret n° 72-636 du 29 mai 1972 fixant les attributions des chefs de circonscription administrative et des chefs de village, modifié par le décret n° 96-228 du 22 mars 1996 ;

Vu le décret n° 73-703 du 27 juillet 1973 relatif à la création et à l'organisation des villages ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2011-628 du 16 mai 2011 relatif à la composition du gouvernement, modifié ;

Vu le décret n° 2011-634 du 17 mai 2011 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des Etablissements publics, des Sociétés nationales et des Sociétés à participation publique entre la Présidence, la Primature et les Ministères, modifié ;

Sur le rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur ;

DECRETE :

**TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES**

Article premier. - Le présent statut s'applique aux personnes exerçant à titre de titulaire ou d'intérimaire les fonctions de chef de village.

Art. 2. - Les modes de nomination et de cessation de fonction ainsi que les attributions du chef de village sont prévus par décret.

Art. 3. - Il est constitué au Ministre de l'Intérieur un dossier pour chaque chef de village contenant toutes les pièces administratives relatives à sa situation. Aucune mention faisant état des opinions politiques, philosophiques ou religieuses de l'intéressé ne devra figurer au dossier.

Art. 4. - Le Chef de village est le représentant de l'autorité administrative dans son ressort territorial. Avant d'entrer en fonction, le Chef de village prête serment devant le Président du Tribunal régional ou devant tout juge délégué à cet effet.

Art. 5. - Le Chef de village est lié par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions, indépendamment des règles instituées dans le Code pénal en matière de secret professionnel.

Art. 6. - Le Chef de village a droit, conformément aux règles fixées par le Code pénal et par les lois spéciales, à une protection contre les menaces, outrages, injures, diffamations ou attaques de toute nature dont il peut faire l'objet, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

**TITRE II. - EMOLUMENTS ET ATTRIBUTS
DE FONCTION**

Art. 7. - Le Chef de village perçoit une indemnité mensuelle inscrite au budget de l'Etat égale à :

- 50.000 francs CFA pour les villages de moins de 500 habitants ;
- 60.000 francs CFA pour les villages ayant une population comprise entre 500 et 2 500 habitants ;
- 70.000 francs CFA pour les villages de plus de 2 500 habitants.

En outre, en plus de la remise sur la taxe rurale, lui est accordée une prime de motivation égale à 5% du montant total de tout autre impôt ou taxe affecté au budget de la communauté rurale qu'il a collecté.

Art. 8. – Dans l'exercice de ses fonctions, le chef de village utilise les attributs suivants : drapeau national, insigne officiel et carte de chef de village. Le drapeau aux couleurs nationales sert à signaler sa résidence principale au village. L'insigne officiel aux couleurs nationales est un attribut de sa fonction. La carte permet au chef de village de justifier de sa qualité, notamment dans l'exercice de ses fonctions.

Les modèles d'insigne officiel et de carte de chef de village sont fixés par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Le renouvellement des attributs est à la charge de l'Etat.

Art. 9. – Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre d'Etat, Garde des sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 29 décembre 2011

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

MINISTERE DE DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES

DECRET n° 2012-105 du 18 janvier 2012 abrogeant et remplaçant le décret n° 2000-851 du 30 octobre 2000, fixant les conditions de nomination et les avantages accordés aux secrétaires communautaires.

RAPPORT DE PRESENTATION

Le décret n° 2000-815 du 30 octobre 2000, fixant les conditions de nomination et les avantages accordés aux secrétaires communautaires, modifié par le décret n° 2001-605 du 08 août 2001, avait été pris conformément aux dispositions de l'article 209 de la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales.

Or, il s'avère aujourd'hui nécessaire, compte tenu, d'une part, des nombreuses charges assurées par les secrétaires communautaires et, d'autre part, du renchérissement du coût de la vie, en milieu rural, de revoir à la hausse les indemnités qui leur sont allouées.

C'est précisément l'objet du présent projet de décret qui revalorise les indemnités allouées aux secrétaires communautaires.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 61-33 du 15 juin 1961 portant statut général des fonctionnaires, modifiée ;

Vu la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;

Vu le décret n° 66-510 du 04 juillet 1966 portant régime financier des Collectivités locales ;

Vu le décret n° 2000-851 du 30 octobre 2000, fixant les conditions de nomination et les avantages accordés aux secrétaires communautaires, modifié par le décret n° 2001-605 du 8 août 2001 ;

Vu le décret n° 2009-541 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2011-634 du 17 mai 2011 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié ;

Vu le décret 2011- 1939 du 04 décembre 2011 portant réaménagement du Gouvernement, modifié ;

Sur le rapport du Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales,

DECRETE :

Article premier. – Le Secrétaire communautaire est nommé par le Président du Conseil rural après avis consultatif du Sous-préfet et autorisation du Ministre chargé des Collectivités locales.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes..

Art. 2. – Pour être nommé secrétaire communautaire, le candidat doit remplir les conditions ci-après :

- être de nationalité sénégalaise ;
- jouir de ses droits civiques ;
- être de la hiérarchie B ou de niveau équivalent dans les communautés rurales d'un budget égal ou supérieur à cent (100) millions ;
- être de la hiérarchie B ou C ou de niveau équivalent pour les autres communautés rurales ;
- être de bonne moralité et apte physiquement pour l'exercice de ses fonctions.

Art. 3. – Le secrétaire communautaire peut être choisi parmi les agents de l'Etat ou recruté comme contractuel et mis à la disposition du Président du Conseil rural.

En sus des conditions prévues à l'article 2, le contractuel doit être titulaire :

- d'un diplôme supérieur, baccalauréat plus deux ans au moins, pour les communautés rurales d'un budget égal ou supérieur à cent (100) millions ;
- d'un baccalauréat ou diplôme équivalent pour les autres communautés rurales.

Art. 4. – Le Secrétaire communautaire assiste, avec voix consultative, aux réunions du bureau du Conseil rural. Il participe à toutes les réunions du Conseil rural.

Art. 5. – Sous l'autorité du Président du Conseil rural, le secrétaire communautaire est le supérieur hiérarchique de tous les agents communautaires.

A ce titre, il assure :

- le suivi et la coordination de l'action de services extérieurs de l'Etat, mis à disposition du Président du Conseil rural ;
- l'organisation, l'impulsion et la coordination des services communautaires ;
- le suivi en matière de gestion financière.

En outre, le Secrétaire communautaire assiste le Président du Conseil rural dans la préparation et la présentation, au Conseil rural, du budget, du compte administratif et de tous autres actes de gestion courante.

Art. 6. – Le Secrétaire communautaire peut recevoir délégation de signature du Président du Conseil rural.

Art. 7. – Le Secrétaire communautaire bénéficie d'une indemnité mensuelle de fonction de cent quarante sept mille (147.000) francs.

Art. 8. – Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment celles du décret n° 2000-851 du 30 octobre 2000, fixant les conditions de nomination et les avantages accordés aux secrétaires communautaires, modifié par le décret n° 2001-605 du 8 août 2001.

Art. 9. – Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction publique et de l'Emploi, le Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales sont chargés, chacun en ce le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 18 janvier 2012

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

DECRET n° 2012-107 du 18 janvier 2012 modifiant le décret n° 2005-247 du 9 mars 2005 fixant les taux des indemnités pour frais de représentation allouées aux adjoints aux Maires et Vice-présidents de délégation spéciale.

RAPPORT DE PRESENTATION

Le décret n° 2005-247 du 9 mars 2005 fixant les taux des indemnités pour frais de représentation allouées aux adjoints aux maires et vice-présidents de délégation spéciale avait pris conformément aux dispositions des articles 107 et 108 de la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales.

Cette mesure a permis une amélioration notable des conditions de travail des exécutifs locaux. Cependant, d'une part les charges des membres du bureau municipal se sont accrues et, d'autre part, une grande différence existe entre le traitement indemnitaire des maires et celui de leurs adjoints. Pour résorber ce gap, il convient de revaloriser le traitement des adjoints au maire.

Le présent projet de décret a pour objet de modifier le décret n° 2005-247 du 9 mars 2005 fixant les taux des indemnités pour frais de représentation allouées aux Adjoints aux Maires et Vice-présidents de délégation spéciale dans les communes.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;

Vu le décret n° 66-510 du 04 juillet 1966 portant régime financier des Collectivités locales ;

Vu le décret n° 2005-247 du 9 mars 2005 fixant les taux des indemnités pour frais de représentation allouées aux adjoints aux Maires et Vice-présidents de délégation spéciale ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2011-634 du 17 mai 2011 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié ;

Vu le décret n° 2011-1939 du 04 décembre 2011 portant réaménagement du Gouvernement ;

Sur le rapport du Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales,

DECRET :

Article premier. - L'article 2 du décret n° 2005-247 du 9 mars 2005 fixant les taux des indemnités pour frais de représentation allouées aux adjoints aux maires et vice-présidents de délégation spéciale et modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. – Les taux de ces indemnités sont fixés comme suit :

Catégories	Budget (en francs CFA)	Indemnités des adjoints mensuelles aux maires ou vice-présidents de délégation spéciale en francs CFA
1 ^{ère}	moins de 100.000.000	50.000
2 ^{ème}	de 100.000.000 à 300.000.000	60.000
3 ^{ème}	de 300.000.000 à 500.000.000	70.000
4 ^{ème}	de 500.000.000 à 1.000.000.000	80.000
5 ^{ème}	de 1.000.000.000 à 10.000.000.000	90.000
6 ^{ème}	plus de 10.000.000.000	100.000

Art. 2. – Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Dakar, le 18 janvier 2012

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers

Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du Conservateur soussigné, dans le délai de quinze (15) jours à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 291, déposée le 3 mai 2012, le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque, demeurant et domicilié à Rufisque, au Centre des Services fiscaux au lieudit Route des H.L.M, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, a demandé l'immatriculation au Livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain d'une superficie de trois hectares (3 ha), situé à TYR KAMB, et borné de tous côtés par des terrains non immatriculés.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, comme dépendant du Domaine national par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964, portant loi sur le Domaine national, ainsi que du Titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux-ci après détaillés à savoir :

Décret n° 2012-394 du 27 mars 2012.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Gnilane Ndiaye DIOUF

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

Etude de M^e Edmond Badji, *notaire*
Boulevard de la Gouvernance,
à côté de l'Hôtel du Conseil Régional,
en face de l'Agence SONATEL - B.P. 520 - Louga

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1243-Louga appartenant aux héritiers Djibril Ndiogou Fall. 2-2

Etude de M^e Doudou Ndoye,
18, Rue Raffanel - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1853-NGA (ex. 13438-DG) appartenant à Dame Thiaba Tall, Dame Bineta Fall et le sieur Mamadou Fall. 2-2

Etude de M^e Marie Bâ, *notaire*
Résidence El Mansour Santa Yalla
BP. 104 Saly - Mbour

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte d'un Certificat d'Inscription délivré par le bureau de la Conservation de la Propriété et des Droits fonciers de Thiès à Monsieur Claude Jean Paul Rousselet, suite à l'acquisition du droit au bail étendu aux constructions édifiées sur une portion de terrain sise à Mbour au lieudit Saly Portudal, formant le lot n° 03 du plan de lotissement des résidences dénommées « Safari Village » le tout dépendant du titre foncier numéro six cent trente huit de Mbour (638/MB). 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte d'un Certificat d'Inscription délivré par le bureau de la Conservation de la Propriété et des Droits fonciers de Thiès à Monsieur Marc Pons, suite à l'acquisition du droit au bail étendu aux constructions édifiées sur une portion de terrain sise à Mbour, formant le lot n° 300 du plan de lotissement « LES CRISTALLINES », le tout dépendant du titre foncier numéro six cent trente huit de Mbour (638/MB) 2-2

Etude de M^e Daniel Sédar Senghor et Jean Paul Sarr
notaires associés
13-15, rue Colbert - BP. 327 - Dakar (Sénégal)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la Copie originale du titre foncier n° 9.762-NGA, ex 19.868-DG, propriété de la « Société Coopérative de Construction des Castors de l'ASECNA ». 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription de l'hypothèque conventionnelle à hauteur de 14.465.000 F CFA, au profit de la BHS, inscrite le 29 mai 1986, portant sur le titre foncier n° 9.762-NGA, ex-19.868-DG, propriété de la « Société Coopérative de Construction des Castors de l'ASECNA ». 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription de l'hypothèque conventionnelle à hauteur de 275.483.562 F CFA, au profit de la BHS, inscrite le 29 mai 1986, portant sur le titre foncier n° 9.762-NGA, ex-19.868-DG, propriété de la « Société Coopérative de Construction des Castors de l'ASECNA ». 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte des Certificats d'Inscription des droits d'usage à temps, portant sur le titre foncier n° 2.266-DG devenu titre foncier n° 4.436-DK. 2-2

M^e Ndèye Lika Bâ, *notaire*
Rue El Hadji Malick Sy - quartier Escale - Lot n° 92
BP. 41 - Diourbel

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 728-BAOL, appartenant à Monsieur Amadou Malick Kâne 2-2

M^e Saër Lô Thiam,
avocat à la Cour
1, Place de l'Indépendance, Immeubles Allumettes
3^{ème} Etage - Porte G - BP. 11166 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 491/SL appartenant à la Société Civile Particulière Diongomaye dite SCP DIONGOMAYE. 2-2

M^e Cheikh Balla Nar Dieng, *notaire*
132 - 138, Rue Lemoine,
Escale Ziguinchor - BP. 576

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier numéro mille quatre cent quarante neuf (1449-BC) de la Basse Casamance appartenant à Madame Hodia Cissé, née à Adéana en 1901. 2-2

M^e Nafissatou Diop Cissé, *notaire*
30, Rue Victor Hugo - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte des copies des titres fonciers numéros deux mille neuf cent quatorze du livre foncier de Dakar Plateau (TF. n° 2914-DK) et deux mille six cent quatre vingt du livre foncier de Dakar Plateau (TF. n° 2680-DK) appartenant à SONATEL SA et TELE SENEGAL-SARL. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 4212-TH appartenant à Monsieur Cheikh Ane, né en 1923 à Thiès. 2-2

Société civile professionnelle de *notaires*
M^{re} Boubacar Seck, Aïssatou Sow
et Mouhamadou Mbacké, *notaires associés*
27, Rue Jules Ferry x Moussé Diop - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier numéro vingt deux mille sept cent trois des communes de Dakar et Gorée (22.703-DG) devenu cinq mille trois cent dix des communes de Grand-Dakar (5.310-GR), appartenant à Mame Binta Gaye. 1-2

Etude de M^{re} Binta Thiam Diop, *notaire*
à Dakar 6 - Pikine Khourounar
Cité Sotiba n° 204 bis

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier numéro trois cent vingt (320-DP) de la commune de Dagoudane-Pikine appartenant à Monsieur Mamadou Gaye dit Amadou Ndiol Gaye. 1-2

Etude de M^{re} Daniel Sédar Senghor
et Jean Paul Sarr, *notaires associés*
13-15, Rue Colbert - Dakar (Sénégal)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la Copie originale du Titre foncier n° 2737-DG devenu 4637-DK appartenant à Mme Rokhaya Sène. 1-2

Société civile professionnelle de *notaires*
Etude de M^{re} Papa Ismaël Kâ & Alioune Kâ,
notaires associés
94, Rue Felix Faure - BP 2899 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'inscription de la garantie de la « BANQUE COMMERCIALE DU SENEGAL », en abrégé « BCS », portant sur le titre foncier numéro douze mille trente sept (12.037-DG) des communes de Dakar et de Gorée, appartenant à Monsieur Pape Demba Diop. 1-2

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6609
